

# AUTORITÉ DE CONTRÔLE PRUDENTIEL ET DE RÉOLUTION

-----

## Instruction n° 2020-I-05

abrogeant l'instruction n° 2018-I-12 du 11 juillet 2018

**relative aux documents prudentiels européens à communiquer annuellement et trimestriellement par les organismes de retraite professionnelle supplémentaire**

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution,

Vu la directive (UE) 2016/2341 du parlement européen et du conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (« IORP 2 ») ;

Vu la décision EIOPA\_BoS/18\_114 « *Decision of the Board of Supervisors on EIOPA's regular information requests towards NCAs regarding provision of occupational pensions information* » du 10 avril 2018 ;

Vu le Code des assurances, notamment les articles L. 381-1, L. 385-6 et R. 385-17 ;

Vu le Code monétaire et financier, notamment les articles L. 612-2 et L. 612-24 ;

Vu le Code de la mutualité, notamment les articles L. 214-1 et L. 214-12 ;

Vu le Code de la Sécurité sociale, notamment les articles L. 942-1 et L. 942-11 ;

Vu l'avis de la Commission consultative Affaires prudentielles du 18 mars 2020,

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

Sont dénommés ci-après « organismes de retraite professionnelle supplémentaire » les fonds de retraite professionnelle supplémentaire mentionnés à l'article L. 381-1 du Code des assurances, les mutuelles ou unions de retraite professionnelle supplémentaire mentionnées à l'article L. 214-1 du Code de la mutualité et les institutions de retraite professionnelle supplémentaire mentionnées à l'article L. 942-1 du Code de la Sécurité sociale.

### Article 2 :

Les organismes de retraite professionnelle supplémentaire remettent annuellement à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, dans les délais prévus l'article 5, les états suivants établis selon les modèles définis à l'annexe A de la présente instruction :

- PF.01.02.24 - Information générale
- PF.02.01.24 - Bilan
- PF.04.03.24 - Activités transfrontalières
- PF.05.03.24 - Frais
- PF.06.02.24 - Etat des placements
- PF.06.03.24 - OPC et fonds d'investissement - Approche par transparence

- PF.09.02.24 - Revenu des placements
- PF.29.05.24 - Evolution des provisions techniques
- PF.50.01.24 - Données sur les membres
- PF.51.01.24 - Flux Primes, prestations, transferts

### **Article 3 :**

Les organismes de retraite professionnelle supplémentaire remettent trimestriellement à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, dans les délais prévus l'article 6, les états suivants établis selon les modèles définis à l'annexe B de la présente instruction :

- PF.01.02.25 - Information générale
- PF.02.01.24 - Bilan
- PF.06.02.24 - Etat des placements

### **Article 4 :**

Les organismes de retraite professionnelle supplémentaire remettent à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, par télétransmission en utilisant le format informatique XBRL (*eXtensible Business Reporting Language*), les informations quantitatives définies aux articles 2 et 3 de la présente instruction.

Les informations quantitatives monétaires doivent respecter les contrôles définis dans la documentation technique publiée par l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (« EIOPA »), la Banque Centrale Européenne et l'ACPR.

Dans le cadre de leur remise à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, les informations décrites dans les articles 2 et 3 devront être revêtues d'une signature électronique dans les conditions fixées par les instructions de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution n° 2015-I-18 et n° 2017-I-12.

### **Article 5 :**

Les organismes de retraite professionnelle supplémentaire transmettent à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution les états quantitatifs annuels mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> selon le calendrier suivant :

- Au plus tard 20 semaines après la clôture de l'exercice de l'entreprise, pour les exercices clos entre le 1er juillet 2019 et le 1er janvier 2020 ;
- Au plus tard 18 semaines après la clôture de l'exercice de l'entreprise, pour les exercices clos entre le 2 janvier 2020 et le 1er janvier 2021 ;
- Au plus tard 16 semaines après la clôture de l'exercice de l'entreprise, pour les exercices clos entre le 2 janvier 2021 et le 1er janvier 2022 ;
- Au plus tard 14 semaines après la clôture de l'exercice de l'entreprise à compter des exercices clos le 2 janvier 2022

### **Article 6 :**

Les organismes de retraite professionnelle supplémentaire transmettent à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution les états quantitatifs trimestriels mentionnés à l'article 3 selon le calendrier suivant :

- Au plus tard 8 semaines après la fin du trimestre, pour les exercices trimestriels clos entre le 1er juillet janvier 2019 et le 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;
- Au plus tard 7 semaines après la fin du trimestre, pour les exercices trimestriels clos entre le 2 janvier 2021 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- Au plus tard 6 semaines après la fin du trimestre, pour les exercices trimestriels clos entre le 2 janvier 2022 et le 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;
- Au plus tard 5 semaines après la fin du trimestre, pour les trimestres clos à compter du 2 janvier 2023.

**Article 7 :**

Les modalités techniques et méthodologiques de la remise sont définies par les instructions ACPR en vigueur.

**Article 8 :**

L'instruction n° 2018-1-12 du 11 juillet 2018 relative aux documents prudentiels européens à communiquer annuellement et trimestriellement par les organismes de retraite professionnelle supplémentaire est abrogée et remplacée par la présente instruction. Les références à l'instruction n° 2018-1-12 abrogée qui figurent dans d'autres instructions s'entendent comme faites à la présente instruction.

**Article 9 :**

La présente instruction s'applique aux organismes de retraite professionnelle supplémentaire à compter des exercices clôturés à partir du 31 octobre 2019 pour les remises trimestrielles, et à compter des exercices clôturés à partir du 31 décembre 2019 pour les remises annuelles.

Fait à Paris, le 9 avril 2020

Pour le Sous-Collège sectoriel de l'assurance  
Le Président,

Bernard DELAS